



PAS QUESTION DE PRENDRE « PERPET' » !!!

Suite à la manifestation du jeudi 9 janvier 2020, qui a réuni à Beauvais les 2/3 des CIPI de l'antenne mixte devant le Tribunal pour une distribution de tracts puis une manifestation jusqu'à la Mairie, les agents du SPIP60 - antenne mixte de Beauvais à nouveau réunis en assemblée générale le lundi 13 janvier 2020 ont décidé des modalités d'action suivantes jusqu'au mardi 21 janvier 2020 :

- > SPIP toujours morts les lundis, mais aussi le 16 et le 21 janvier 2020
- > réunions de service et CPU silencieuses
- > lecture simple des avis en CAP
- > pas de modifications horaires PSE les 16 et 21 janvier
- > appel à une manifestation nationale avant le 8 février 2020
- > d'appeler à signer la pétition en ligne

Les agents de l'antenne mixte appellent la direction à ne pas tenir la réunion de service du 16 janvier 2020 à l'occasion de laquelle devrait être faite une présentation de l'agence nationale du travail d'intérêt général.

Dans un contexte de mobilisation sociale contre l'attaque sans précédent faite à nos statuts de fonctionnaires et à nos droits à la retraite, présenter aux agents un potentiel Cheval de Troie de la future privatisation de nos missions de service public serait une provocation !!!

Et puisque malgré la mobilisation nationale l'administration pénitentiaire et le secrétariat général du ministère de la justice restent sourds aux légitimes revendications des personnels des SPIP, il a été décidé, à l'occasion de la semaine d'action nationale du 20 au 24 janvier, d'une action de **blocage des extractions judiciaires** - implantées au mépris du bon sens sur le site du SPIP (...) - et d'une manifestation avec distribution de tracts.

Depuis des années, les SPIP restent la variable d'ajustement d'une administration pénitentiaire qui ne leur adresse que son mépris, préférant ériger des murs et des menaces plutôt que de garantir l'ouverture des droits pour toutes et tous. **On ne se laissera pas tondre sans lutter.**



POUR NOS DROITS A LA MOBILITE

POUR LA DEFENSE DE NOTRE STATUT

POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC